

Macron veut faire passer sa réforme régressive de l'assurance chômage en force



Jusqu'au boutisme libéral

Voilà, c'est officiel, un peu en catimini et dans le flot des mesures massues qui nous préparent au « pass-sanitaire » Macron dans son discours télévisé du 12 juillet a clairement annoncé qu'il irait jusqu'au bout de ses projets de réformes régressives touchant aux retraites et à l'assurance chômage.

Suspension mais pas abandon...

Souvenez-vous, Le Conseil d'État avait suspendu les nouvelles règles de calcul des indemnités chômage qui devaient entrer en vigueur le 1er juillet 2021. Ce n'était qu'une première étape disions-nous, certainement pas une victoire. Le Conseil d'état parlait bien de suspension, pas de retrait ! L'argument de la plus haute juridiction tenait dans le manque d'opportunité d'une mesure qui allait encore plus précariser les précaires alors que la situation économique est jugée des plus fragiles et que la pandémie n'est toujours pas éradiquée.

A l'ouest, rien de nouveau...

Alors que s'est-il passé en un mois qui aurait pu conduire notre cher Président à décider de prendre le contre-pied du conseil d'état et de toutes les organisations syndicales pour affirmer qu'il imposerait au premier octobre 2021, cette réforme qui aura des conséquences dramatiques pour des millions de privés d'emplois ? En fait il ne s'est rien passé, la situation reste toujours extrêmement fragile, l'épidémie n'est pas enrayée, loin de là, nous entrons même dans une 4e vague, avec les conséquences que malheureusement nous commençons à connaître maintenant.

Le coût du capital...

Sur le front de l'emploi rien n'évolue non plus, le chômage massif, la précarité, le recours aux contrats courts, la pression sur les travailleurs, les injonctions et les contrôles pour les chômeurs. C'est la réalité dans laquelle nous évoluons, alors faire payer aux plus précaires les cadeaux consentis aux plus riches en plein marasme économique et social est une forfaiture que nous ne pouvons pas accepter et contre laquelle nous allons nous battre sans relâche.

Salaires, emplois et protection sociale !

C'est bien le néolibéralisme autoritaire que l'on retrouve dans les principes du projet du gouvernement contre l'assurance chômage qui fait porter la responsabilité de la privation d'emploi sur les chômeurs.

Il n'est pas acceptable que les travailleurs privés d'emploi soient contraints de payer le prix de la crise et encore moins de faire dépendre de l'activité économique le montant des allocations chômage. Ces allocations sont des droits acquis, acquis par le travail, socle de notre protection sociale. Si la réforme devait aboutir nous assisterions à un changement de paradigme complet avec un coup supplémentaire porté à notre modèle universel et solidaire.

Assurance-chômage :

**Macron veut passer en force,
construisons un plan de bataille
à la hauteur et préparons une
riposte massive **dès la rentrée !****